

4

**Sous-Commission Paritaire 318.01 pour les services des aides familiales et
des aides seniors des Commissions Communautaires Commune et
Française de la Région de Bruxelles - Capitale**

*Convention collective de travail du 16 septembre 2002 remplaçant la CCT du 10 décembre
2001 relative à l'allocation de foyer - résidence dans le secteur des services d'aide aux
familles et aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et
Française de la Région de Bruxelles - Capitale.*

Vu l'accord avec le non-marchand du 29 juin 2000 entre le Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, le Collège réuni de la Commission communautaire commune, le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire flamande et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs, il est convenu ce qui suit.

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des institutions ressortissant à la commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, subventionnées par la région de Bruxelles-Capitale et/ou par la Commission Communautaire française et/ou par la Commission Communautaire Commune.

Article 2

Il y a lieu d'entendre par travailleurs le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin.

Article 3

A partir du 1^{er} janvier 2005, une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 19.310,95 EURO (779.001 BEF), soit 1.609,24 EURO (64.917 BEF) mensuel à l'index 121,90 au 01/07/00. Son montant est fixé à 877,54 EURO (35.400 BEF) soit 73,12 EURO (2.950 BEF) mensuel à l'index 121,90 au 01/07/00 pour 38 heures /semaine.

A partir du 1^{er} janvier 2005, une allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs dont la rémunération annuelle brute n'excède pas 22.015, 67 EURO (888.100 BEF), soit 1.834,63 EURO (74.008 BEF) mensuel à l'index 121,90 au 01/07/00. Son montant est fixé à 438,77 EURO (17.700 BEF), soit 36,56 EURO (1.475 BEF) mensuel à l'index 121,90 au 01/07/00 pour 38 heures/semaine.

NEERLEGGING-DÉPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
1 7 -12- 2002	2 6 -11» 2003	N° 68728 / 60/31801

Article 4

Par rémunération annuelle, l'on entend la rémunération mensuelle multipliée par 12.

Article 5

La rétribution du travailleur dont la rémunération annuelle dépasse 19.310,95 EURO (779.001 BEF) ne peut être inférieure à celle qu'il aurait obtenue si son salaire annuel était égal à ce montant.

Le cas échéant, la différence lui sera octroyée sous la forme d'une allocation de foyer-résidence partielle.

La rétribution du travailleur dont la rémunération annuelle dépasse 22.015,67 EURO (888.100 BEF) ne peut être inférieure à celle qu'il aurait obtenue si son salaire annuel était égal à ce montant.

Le cas échéant, la différence lui sera octroyée sous forme d'une allocation de foyer-résidence partielle.

Par rétribution, il faut entendre la rémunération, augmentée par l'allocation de foyer-résidence complète ou partielle, diminué par la retenue pour la constitution de la pension de survie (cf. la retenue pour le Personnel de l'Etat).

Article 6

L'allocation de foyer-résidence, ainsi que les salaires limites fixés pour l'octroi de celle-ci, sont liés à l'indice des prix à la consommation de l'Etat conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Elle est liée à l'indice pivot 102,02 -base 1988 (cfr 138,01 base 1981).

Article 7

L'allocation de foyer-résidence est octroyée aux travailleurs, dont les prestations de travail sont incomplètes, au prorata de ces prestations de travail.

Le salaire à prendre en compte est le salaire qui serait octroyé si l'emploi à temps partiel du travailleur était un emploi à temps plein.

Article 8

L'allocation de foyer-résidence est payée en même temps que le salaire du mois auquel elle se rapporte.

Elle est payée dans la même mesure et suivant les mêmes modalités que le salaire lorsque celui-ci n'est pas dû pour un mois complet.

Article 9

Dispositions transitoires

- §1 Pour les années 2001 à 2004, le droit à une allocation de foyer-résidence sera concrétisé progressivement à hauteur de 1/5 de l'allocation prévue à l'article 3 pour 2001, 2/5 pour 2002, 3/5 pour 2003 et 4/5 pour 2004.
- §2 Là où les travailleurs bénéficiaient déjà d'une allocation foyer-résidence au moins équivalente à celle stipulée à l'article 3 avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention, ceux-ci maintiennent cet avantage.
- §3 Les travailleurs qui ne bénéficiaient pas de l'allocation foyer-résidence à la date d'entrée en vigueur de la présente convention et qui ont perçu, sur base de la CCT du 10/12/2001, une allocation foyer-résidence plus élevée, se verront bloqués dans leur progression au niveau des 2/5 de l'allocation et ceci, à concurrence des montants trop perçus. Au terme de la récupération, ils rejoignent l'application de la présente CCT et du § 1 du présent article.
- Ex:
Un travailleur qui a perçu cinq cinquièmes de l'allocation pendant toute l'année 2001 (qui a donc perçu 12x4 cinquièmes en trop = 48 cinquièmes), restera bloqué à 2/5 de l'allocation pendant toute l'année 2003 (récupération de 12x1cinquième = 12 cinquièmes), pendant toute l'année 2004 (récupération de 12x2cinquièmes = 24 cinquièmes) et pendant les mois de janvier à avril 2005 (récupération de 4 x 3 cinquièmes = 12 cinquièmes).
- §4 Dans le cas des travailleurs qui n'ouvriraient plus le droit à l'allocation foyer-résidence pendant la période de 2003 à 2005, afin d'éviter l'iniquité entre travailleurs, une négociation ultérieure devra avoir lieu pour dégager une solution.

DISPOSITIONS FINALES

Article 10

Le passage d'une allocation à l'autre et la disparition de l'allocation ne peuvent entraîner une diminution de la rémunération annuelle brute du travailleur. S'il échet, la différence est attribuée sous forme d'une allocation partielle.

Article 11

Les parties conviennent explicitement que les avantages accordés par la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que le Gouvernement de la région de Bruxelles-capitale et le Collège de la Commission communautaire française et le Collège de la Commission Communautaire Commune exécutent intégralement, chacun pour ce qui le concerne, le point 5, 1° de l'accord du 29 juin 2000 et de l'avenant du 19 juillet 2001 à ce même accord : « *un alignement des barèmes pour parvenir, en 5 ans à charge des années budgétaires 2001 à 2005 et en tranches égales, à ceux de la CP 305/1 en vigueur au 1^{er} juillet 2000 indexés dans les secteurs relevant de l'Aide aux*

9

Personnes, de la politique des personnes handicapées à l'exception du secteur des Entreprises de travail adapté, de la Santé et de l'insertion socioprofessionnelle subsidiés à 100%, en ce compris les primes de fin d'année, allocation de foyer-résidence, primes pour prestations irrégulières et primes syndicales ; ». Elles conviennent également d'informer ces mêmes autorités publiques de la bonne exécution de la présente convention.

Article 12

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2001. Elle abroge et remplace la Convention Collective de Travail conclue le 10 décembre 2001 en Commission Paritaire 318.01 relative au même objet. Elle peut être dénoncée moyennant un préavis d'un an envoyé par courrier recommandé au Président de la Sous-commission paritaire pour les Services des Aides familiales et des Aides seniors qui en informe les parties signataires.

**Paritair Subcomité 318.01 voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de
Gemeenschappelijke en Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 ter vervanging van de CAO van 10 december 2001 betreffende de hard- en standplaatstoelage in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door Gemeenschappelijke en Franse Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gezien het akkoord met de non-profitsector van 29 juni 2000 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het verzameld Collège van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Collège van de Franse Gemeenschapscommissie, het Collège van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de inrichtende machten, wordt het volgende overeengekomen.

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werknemers en werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/ofdoor de Franse Gemeenschapscommissie en/ofdoor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

Artikel 2

Onder "werknemers" verstaat men de mannelijke en vrouwelijke bedienden en de werklieden en werksters.

Artikel 3

Vanaf 1 januari 2005 wordt een hard- en standplaatstoelage toegekend aan de werknemers van wie het bruto-jaarloon het bedrag van 19.310,95 € (779.001 BEF) niet overschrijdt. Dit stemt overeen met 1.609,24 € (64.917 BEF) per maand aan index 121,90 op 01/07/00. Het bedrag van deze toelage wordt vastgesteld op 877,54 € (35.400 BEF) of 73,12 € (2.950 BEF) per maand aan index 121,90 op 01/07/00 voor 38 uur/week.

Vanaf 1 januari 2005 wordt een hard- en standplaatstoelage toegekend aan de werknemers van wie het bruto-jaarloon het bedrag van 22.015,67 € (888.100BEF) niet overschrijdt. Dit stemt overeen met 1.834,63 € (74.008 BEF) per maand aan index 121,90 op 01/07/00. Het bedrag van deze toelage wordt vastgesteld op 438,77 € (17.700 BEF) of 36,56 € (1.475 BEF) per maand aan index 121,90 op 01/07/00 voor 38 uur/week.

Artikel 4

Onder jaarloon verstaat men het maandloon

NEERLEGGING-DÉPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

vermenigvuldigd met

NR.
N^o.

6872816/31801

17-12-2002

26-11-2003

Artikel 5

De bezoldiging van de werknemer van wie het jaarloon 19.310,95€ (779.001 BEF) overschrijdt, mag niet lager zijn die welke hij zou hebben bekomen als zijn jaarloon gelijk was geweest aan dit bedrag.

In voorkomend geval zal hem het verschil worden toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haard- en standplaatstoelage.

De bezoldiging van de werknemer van wie het jaarloon 22.015,67 € (888.100BEF) overschrijdt, mag niet lager zijn die welke hij zou hebben bekomen als zijn jaarloon gelijk was geweest aan dit bedrag.

In voorkomend geval zal hem het verschil worden toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haard- en standplaatstoelage.

Onder bezoldiging moet worden verstaan het loon vermeerderd met de gehele of gedeeltelijke haard- en standplaatstoelage en verminderd met de inhouding voor het opbouwen van het overlevingspensioen (cfr. De inhouding voor het overheids personeel).

Artikel 6

De haard- en standplaatstoelage en de loongrenzen voor de toekenning ervan, zijn gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk overeenkomstig de modaliteiten bepaald door de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld

Zij is gekoppeld aan de spilindex 102,02 – basis 1988 (cfr. 138,01 – basis 1981).

Artikel 7

Aan de werknemers met onvolledige arbeidsprestaties wordt de haard- en standplaatstoelage toegekend naar rato van deze arbeidsprestaties.

Het in aanmerking te nemen loon is het loon dat zou worden toegekend als de deeltijdse betrekking van de werknemer voltijds zou zijn.

Artikel 8

De haard- en standplaatstoelage wordt uitbetaald samen met het loon van de maand waarop ze betrekking heeft.

Als het loon niet verschuldigd is voor een volledige maand wordt de haard- en standplaatstoelage betaald in de zelfde mate en volgens de zelfde modaliteiten als het loon.

Artikel 9

Overgangsbepalingen

- §1 Voor de jaren 2001 tot 2004 zal het recht op een haard- en standplaatstoelage geleidelijk geconcretiseerd worden ten belope van 1/5 van de in artikel 3 voorziene toelage voor 2001, 2/5 voor 2002, 3/5 voor 2003 en 4/5 voor 2004.
- § 2 Daar waar de werknemers voor de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst al een haard- en standplaatstoelage kregen die minstens gelijkwaardig is aan deze bepaald in artikel 3, wordt dit voordeel gehandhaafd.
- § 3 Voor de werknemers die de haard- en standplaatstoelage niet ontvingen op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst en die, op basis van de CAO van 10/12/2001, een hogere haard- en standplaatstoelage hebben ontvangen, zal de evolutie worden stopgezet op het niveau van 2/5 van de toelage en dit ten belope van de te veel ontvangen bedragen. Als de recuperatie beëindigd is wordt deze CAO en met name de § 1 van dit artikel opnieuw toegepast.
B.v. :
Een werknemer die gedurende gans het jaar 2001 vijf vijfden van de toelage heeft ontvangen (die dus 12 x 4 vijfden teveel heeft ontvangen = 48 vijfden) zal gedurende gans het jaar 2003 (recuperatie van 12 x 1 vijfde = 12 vijfden), gans het jaar 2004 (recuperatie van 12 x 2 vijfden = 24 vijfden) en van januari tot april 2005 (recuperatie van 4 x 3 vijfden = 12 vijfden) geblokkeerd blijven op 2/5 van de toelage.
- § 4 Teneinde een ongelijke behandeling van de werknemers te vermijden, zal er nog een latere onderhandelingsronde moeten komen om een oplossing te vinden voor het geval van de werknemers die geen recht meer zouden hebben op de haard- en standplaatstoelage gedurende de ganse periode van 2003 tot 2005.

SLOTBEPALINGEN

Artikel 10

De overgang van de ene toelage naar de andere en het wegvallen van de toelage mogen niet leiden tot een vermindering van het jaarlijks bruto-loon van de werknemer. In voorkomend geval wordt het verschil toegekend in de vorm van een gedeeltelijke toelage.

Artikel 11

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst, slechts effectief aan de werknemers zullen worden toegekend voor zover de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Collège van de Franse Gemeenschapscommissie en het Collège van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, ieder voor zich, het punt 5, 1° van het akkoord van 29 juni 2000 en van het avoent van 19 juli 2001 bij dit akkoord « *een aanpassing van de barema'som, gespreid over 5 jaar ten laste van de begrotingsjaren 2001 tot 2005 en in gelijke schijvente*

komen tot deze van het PC 305 1, van toepassing op 1.07.2000 geïndexeerd, en dit in de sectoren Bijstandaanpersonen, gehandicaptenzorg (met uitzondering van de sector van de Beschutte Werkplaatsen), gezondheid en socio-professionele inschakeling gesubsidieerd tegen 100 %, de eindejaarstoelagen, de haard- en standplaatsvergoedingen, premies voor onregelmatige prestaties en de vakbondspremies inbegrepen; « integraal uitvoeren.

Zij komen eveneens overeen deze zelfde overheden te informeren over de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Artikel 12

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij treedt in werking op 1 januari 2001. Zij heft de collectieve arbeidsovereenkomst op die op 10 december 2001 werd gesloten in het paritair comité 3 18.01 betreffende het zelfde onderwerp en komt in de plaats van deze overeenkomst. Zij kan opgezegd worden mits een opzegging van één jaar, betekend bij een ter post aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, die de ondertekenende partijen van de opzegging op de hoogte zal brengen.